



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/HRC/4/64  
15 décembre 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME  
Quatrième session  
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME»**

**État d'avancement des rapports et études ayant trait à la promotion  
de la jouissance effective des droits culturels pour tous  
et au respect des différentes identités culturelles**

**Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme**

Le présent rapport est présenté en application de la décision 2/102 du Conseil des droits de l'homme du 6 octobre 2006, par laquelle le Conseil a prié la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de poursuivre ses activités, conformément à toutes les décisions précédemment adoptées par la Commission des droits de l'homme, et de mettre à jour les études et rapports pertinents. Les travaux ultérieurs sur la question des droits culturels et du respect des différentes identités culturelles sont subordonnés à une décision du Conseil des droits de l'homme. Le présent rapport fait le point sur les activités et les rapports les plus récents concernant cette question.

Comme suite à la demande formulée par la Commission des droits de l'homme au paragraphe 20 de sa résolution 2005/20, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, agissant en collaboration avec l'Observatoire de la diversité et des droits culturels, un réseau de la société civile composé d'instituts de recherche et d'organisations non gouvernementales (ONG), a organisé le 26 octobre 2005 une journée de consultations informelles sur les droits culturels, à laquelle ont pris part 55 États, ainsi que 16 organisations non gouvernementales, internationales et régionales.

Les débats qui ont eu lieu ont témoigné de la volonté de certains États, experts et organisations internationales, régionales et non gouvernementales de poursuivre la discussion sur les droits culturels et de réfléchir aux moyens de protéger et de promouvoir ces droits grâce aux mécanismes de défense des droits de l'homme existants.

Dans sa résolution 2005/20, la Commission a également prié la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de faire rapport à la Commission, à sa soixante-deuxième session, sur les résultats de ces consultations. Le rapport de la Haut-Commissaire (E/CN.4/2006/40) établi pour soumission à la Commission à sa soixante-deuxième session a conclu qu'il serait utile de poursuivre le débat sur ce thème et de réfléchir aux moyens de mieux protéger les droits culturels. Il y a par ailleurs été suggéré que la Commission demande aux mécanismes de défense des droits de l'homme existants de mettre davantage l'accent sur les questions culturelles dans leurs domaines d'activité. Plus concrètement, il a été suggéré que la Commission invite les procédures spéciales existantes à prendre en considération les dimensions culturelles dans l'exercice de leur mandat et à en rendre compte dans leurs futurs rapports au Conseil des droits de l'homme, et que les organes conventionnels, et notamment le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, soient encouragés à accorder davantage d'attention aux droits culturels dans leurs analyses ainsi que dans leurs questions aux États.

-----